

Grain de Sable n° 497

19 janvier 2005

Polémiques sur la Colombie

Dans ce numéro

1.- « En Colombie il n'y a pas de guérillas mais des bandes armées »
Par José Saramago, Le prix Nobel de littérature de 1998, traduction par Caroline Darrieumerlou, de Coorditrad
Le prix Nobel de littérature de 1998 José Saramago, assure, dans un entretien avec Yamid Amat que ces groupes « n'ont rien de communistes ». Il ajoute que dans le monde, le pouvoir n'est pas politique mais économique. « Ils appellent mondialisation l'empire économique et financier ».

2.- Lettre ouverte à José Saramago - Le lauréat du Prix Nobel souffre d'une amnesie historique bizarre.
Par James Petras, professeur émérite de l'université d,État de New York à Binghamton (USA) et professeur associé de la St Mary,s University, Halifax (Canada). Publié par Counterpunch (http://www.counterpunch.org/petras12222004.html), traduction par Alberto Chavarro
Cher José Saramago,
Tout récemment, la Colombie (connue par son gouvernement fascisant, ses escadrons de la mort et les groupes paramilitaires), est devenue la destination favorite de quelques intellectuels occidentaux où ils dissertent sur le bien et le mal…

1.- **« En Colombie il n'y a pas de guérillas mais des bandes armées »**

Le prix Nobel de littérature de 1998 José Saramago, assure, dans un entretien avec Yamid Amat que ces groupes « n'ont rien de communistes ».

Il ajoute que dans le monde, le pouvoir n'est pas politique mais économique. « Ils appellent mondialisation l'empire économique et financier ».

Cet écrivain et penseur (Portugal, 1922) jouit d'une admiration sans bornes pour un monde qui l'a consacré comme une des plus importantes figures littéraires du siècle dernier.

Saramago est le maître d'un monde particulier qu'il créa livre après livre, depuis son premier roman « terre de péché » (1947), ou ses récits « Le dieu manchot »(1982) et « Le radeau de pierre »(1986), jusqu'au scandaleux et controversé « L'évangile selon Jésus christ » (1991) ou l'indiscutable originalité de « L'aveuglement »(1996) et « La caverne »(2000).

Sceptique et intellectuel, Saramago (premier portugais a avoir eu le prix Nobel de littérature) garde une position éthique engagée avec le genre humain. Il est depuis toujours membre du parti communiste. Il se rallia à la révolution dite des œillets qui marqua la fin de la dictature portugaise (1974).

Il vint en Colombie dans le cadre d'une tournée à travers divers pays pour promouvoir son dernier roman, « Essai sur la lucidité », sa création la plus politique, où il propose une hypothèse originale sur ce qui se passerait si 83% des électeurs d'un pays votaient blanc.

Il préfère un entretien plus orienté vers des sujets politiques, américains ou colombiens que des sujets littéraires.

Vous connaissez bien la situation colombienne. La guerilla se justifie t'elle ?

Elle a toute sa justification dans le cadre de la résistance d'un peuple occupé par un envahisseur. Ce qui se passa en France pendant la seconde guerre mondiale ou ce qui se passe actuellement en Irak. Le concept de guerilla a quelque chose de noble, c'est à dire des citoyens qui s'organisent pour résister à l'envahisseur. Je ne crois pas que ce soit le cas de la Colombie. Ici il n'y a pas de guérilla mais des bandes armées.

Vous êtes communiste et la guerilla s'est identifiée au communisme…

Je ne peux imaginer un pays communiste qui s'adonne à la séquestration, l'assassinat et la violation des droits de l'homme. Ils ne sont pas communistes, peut être le furent ils au début, plus maintenant.

Quelle est l'alternative face aux problèmes sociaux du pays ?

D'une part une démocratie effective qui fonctionne, d'autre part le respect des droits de l'homme.
A chaque élection, les partis présentent un programme pour obtenir des voix. Si les partis, au lieu de se fatiguer à faire tant de promesses qu'ils ne tiennent jamais, se limitaient à défendre la déclaration universelle des droits de l'homme, ils auraient un programme de gouvernement.
Les droits de l'homme ne sont respectés nulle part. Droit à la vie, à une existence convenable, à manger et au travail ; à la santé et à l'éducation. Le grand combat de la citoyenneté doit être la lutte pour le respect des droits de l'homme.

Pourquoi ne s'appliquent ils pas ?

La remise, le 10 décembre 1998, de mon prix Nobel a coïncidé jour pour jour avec le cinquantenaire de la signature de la déclaration des droits de l'homme. A cette occasion, il y eut partout dans le monde des événements et informations sur les droits de l'homme. L'année d'après, le 10 décembre 1999, je n'ai entendu ou lu quoi que ce soit. Je suis très attentif à ce qu'il va se passer dans quelques jours, le 10 décembre de cette année mais je suis sûr que personne n'en parlera. Les gouvernements, les multinationales et entreprises nationales ne s'y intéressent pas. Les citoyens sont apathiques. Les droits de l'homme continuent d'être une sorte de comédie ; pire, une farce, pire, une tragédie, parcequ'ils servent seulement la rhétorique parlementaire ou politique quand ça arrange, mais après, on les enterre et on en parle plus.

Que faire dans un pays comme la Colombie, avec deux millions de déplacés, avec 3000 séquestrés, avec des femmes maltraitées, des filles violées, avec des enfants qui font la guerre, avec des hommes assassinés… ?

Je dirai qu'en guise de consolation, aux grands maux les grands remèdes : Voter blanc.
Il faut arrêter avec cette fatalité qui consiste à dire on va voter pour un homme ou pour cet autre sans que rien ne change : la police et ses attaques, les bandes armées et ses enlèvements, le peuple avec la faim et le chômage. Le peuple doit dire : ça suffit !. Mais il ne s'agit pas de dire stop et de rester à la maison, c'est à dire s'abstenir de voter ; il s'agit de dire stop et voter blanc. Je vous assure qu'on s'en apercevrait et que le système commencerait à trembler.

Vous avez déjà voté blanc ?

Non, jamais.

Si vous ne l'avez pas fait, pourquoi le prôner vous ?

Je n'en fais pas la promotion ni l'apologie. Je dis seulement que le vote blanc existe, et qu'il se peut qu'il soit, dans certaines circonstances, la seule réponse possible.

Mais vous le justifiez ?

Non, mais je vais vous dire ceci : Si j'étais colombien et avais l'occasion de voter, je voterais blanc pour la bonne et simple raison que les conditions ne me satisfont pas. J'exprimerais ainsi mon mécontentement.

Si le vote blanc gagnait, ce serait un échec pour la démocratie ?

40 ou 50% d'abstention, ce n'est pas un échec pour la démocratie ? Et ceci nous conduit à la pire des conclusions, celle des politiciens qui préfèrent l'abstention parcequ'ils s'y sont habitués, et nous avec.

Dans votre dernier livre « Essai sur la lucidité », vous racontez justement ce qui se passe dans un pays qui vote blanc. Mais vous dénoncez aussi la domination du pouvoir économique sur le pouvoir politique…

L'influence, la domination du pouvoir économique sur l'autorité politique a toujours existé. Mais de nos jours, l'empire économique, empire financier s'est emparé du monde. On appelle cela « mondialisation ». Tout se fait sous couvert du pouvoir économique. Au fond les gouvernants ne gouvernent pas. Ils règlent les choses du quotidien. Mais pour le plus important, ce qui détermine la vie concrète des gens, ils ne font rien. Peut être ne peuvent ou ne veulent ils rien faire, peut être ne peuvent-ils pas mais ils ne veulent pas non plus. Certains hommes se placent au dessus de ça et, j'ai envie de le dire, au dessus du bien. Ils ne se placent pas au dessus du mal, seulement au dessus du bien, du bien commun. Nous vivons dans une ploutocratie, le gouvernement des riches.

Et la démocratie ?

La démocratie… ! Le pouvoir politique n'a aucun moyen de contrôle sur les abus du pouvoir économique qui sont innombrables. Nous vivons dans un système dit « démocratique », où le citoyen ne peut rien faire d'autre que de défaire un gouvernement et en mettre un autre à la place mais ça ne change rien. Je veux juste donner un exemple très simple : il n'y a pas très longtemps on parlait du bon emploi, du plein emploi. C'est terminé et nous vivons dans ce que nous appelons maintenant d'une manière euphémique « mobilité sociale ». C'est une insulte que d'appeler « mobilité sociale » cette situation de précarité de l'emploi partout dans le monde.

Mais cette situation n'est pas imputable aux gouvernements ?

Non. Aucun gouvernement n'en aurait l'idée. C'est le pouvoir économique qui a crée cette nouvelle conception du travail. Le pouvoir économique a dit : faites les lois nécessaires à la flexibilité du marché de l'emploi et que tout fonctionne selon notre bon vouloir. Peut on encore parler de démocratie dans une telle situation ?

Vos relations avec Cuba et Fidel Castro sont elles toujours rompues ?

J'ai dit en avril de l'année dernière, après l'exécution des trois cubains qui avaient pris un ferry en otage à La Havane que Cuba n'avait rien gagné en les fusillant, mais qu'ils avaient en revanche perdu ma confiance, enterré mes espérances, brisé mes rêves. Je continue à penser la même chose. J'ai dit qu'à partir de ce moment, Cuba continuait sa route et moi je restais. Je l'ai dit et je m'y tiens toujours.

Croyez vous que vos opinions ont influencé de quelque manière l'attribution du Nobel ?

Non. Non, le Nobel s'attribue seulement sur critères littéraires. Et avant d'avoir le Nobel, je disais la même chose. Ce qui se passe, c'est que le Nobel est comme une espèce de porte parole. Mais le Nobel ne m'a pas fait dire ce que je ne disais pas avant, parce que je le disais, ni ne m'a fait taire parce que je n'ai jamais caché ce que j'avais à dire.

Il est compréhensible qu'un jeune de 17 ans soit communiste, mais est ce que ça l'est aussi pour un homme de votre âge ?

Vous connaissez le dicton « qui n'est pas révolutionnaire à 20 ans n'a pas de cœur, et qui continue de l'être à 40 ans n'a pas de tête » ? Je continue à avoir un cœur et une tête. Pour autant je suis toujours celui que j'ai été. On peut continuer avec la même illusion à 82 ans.

Mais vous avez une terrible réputation de pessimiste…

C'est que les pessimistes sont les seuls à vouloir changer le monde puisque les optimistes sont contents de ce qu'ils ont.

Croyez vous que les américains, en ré-élisant le président Bush se montrent enchantés de ce qu'ils ont ?

Bush est stupide et il faut avoir de la patience avec les imbéciles. Pour être président des Etats-Unis, il faut avoir de l'argent, parce qu'il n'y a pas de souvenir de président issu de la classe ouvrière et qui aurait eu le soutien de la grande industrie pétrolière et des armes, qui mettent à la tête du gouvernement un de leur représentant. Bush est un homme qui ment sans scrupule.

En plus des problèmes déjà mentionnés en Colombie, nous sommes en train de perdre nos indigènes puisque la guerilla, mais aussi paramilitaires et narco trafiquants les assassinent…

Ce lent génocide contre les véritables propriétaires de la terre américaine commença en 1492 et continue implacablement. Je ne parle pas seulement de la Colombie, également des indigènes de Chenalho aux Chiapas (Mexique) ou des Mapuches du sud. L'indifférence des gens ne m'étonne pas ; c'est la marque de fabrique du colonisateur. En continuant ainsi, les indigènes disparaîtront totalement comme une espèce d'animal en voie de disparition, et les gens diront : « Ce fut un crime de plus, à rajouter à ceux déjà commis contre les indigènes. »

Vers quoi va le monde ?

Il y a quelques semaines nous déjeunions ma femme et moi avec Umberto Eco à Milan. A un moment il me dit « j'ai peur de ce que l'avenir réserve à mon petit-fils ». Si vous analysez mes propos dans ce reportage, je trouverais que nous devons tous avoir peur de l'avenir.

2.- LETTRE OUVERTE A JOSE SARAMAGO

Le lauréat du Prix Nobel souffre d'une amnesie historique bizarre.

Cher José Saramago,

Tout récemment, la Colombie (connue par son gouvernement fascisant, ses escadrons de la mort et les groupes paramilitaires), est devenue la destination favorite de quelques intellectuels occidentaux où ils dissertent sur le bien et le mal… Ainsi, Susan Sontag condamnait la Révolution Cubaine et vous faisiez de même avec les Forces Armées Révolutionnaires de Colombie - FARC. Avant tout, je voudrais dire que vous êtes libre de faire la promotion de votre livre dans n'importe quel coin du monde, mais pas pour chanter les mérites imaginaires d'un régime responsable de milliers de morts et du déplacement forcé de plus de 2 millions de paysans. En tant qu'homme, autoproclamé, de gauche, vous êtes au courant des faits politiques du monde, en particulier ceux concernant l'Amérique latine où vous vous êtes rendu à plusieurs reprises et où vous vous êtes entretenu avec de nombreux journalistes, des intellectuels, des politiciens et d'autres "faiseurs d'opinion".

Lorsque vous parlez, vous interprétez et jugez des hommes politiques, des groupes politiques, des pays, et vous le faites selon une sélection de faits et d'opinions qui vont dans le même sens que vos valeurs et vos intérêts. Vous parlez depuis une perspective idéologique à partir de laquelle vous émettez vos jugements.

Lors de votre visite en Colombie vous avez disqualifié deux groupes de guérilla, les FARC et l'ELN (Armée de Libération Nationale) : "En Colombie il n'y a pas de guérilla, ce sont tout juste des bandes armées". Vous en êtes venu à affirmer qu'ils ne sont pas de vrais communistes car, "ils enlèvent des gens contre rançon et assassinent, violant ainsi les droits de l'homme ; peut-être au début ils l'étaient, mais plus maintenant". Vous dites enfin, que la lutte de la guérilla ne se justifie que si "un pays est occupé par un envahisseur étranger et que le peuple doit s'organiser pour résister."

Saramago, vous savez pertinemment qu'il y a beaucoup de situations pour lesquelles un peuple se soulève en vue de renverser ses oppresseurs : des dictatures militaires, des régimes civils scélérats, de grands propriétaires terriens et leurs escadrons de la mort, etc. Mon cher José, vous avez certainement en mémoire la résistance armée contre Franco, le renversement de la dictature portugaise en 1974, ainsi que la résistance de la guérilla populaire en Amérique Centrale aux "régimes civils" totalitaires du Nicaragua, El Salvador et Guatemala. Ou pensez-vous peut-être que les guérillas de Zapata, Farabundo Marti et autres Fidel Castro n'étaient que des "bandes armées" car elles n'ont pas suivi vos préceptes concernant le "vote blanc". Ils ne se sont pas soulevés contre un envahisseur étranger (bien qu'il y avait du capital, des conseillers militaires et des armements étrangers). Je crains, José, que votre critère politique nierait les grandes figures et les luttes d'émancipation du XXe siècle.

Mais mettons de côté pour un moment votre malheureuse amnésie. Parlons en des guérillas colombiennes, en particulier des FARC. Les FARC furent constituées en 1964 par 46 paysans, qui après de nombreux efforts pour bâtir des communautés paysannes pacifiques, ont été persécutés par l'armée colombienne qui détruisit leurs récoltes, leurs maisons et leurs troupeaux, assassinant au passage leurs familles, leurs amis et voisins. Et tout ceci sous un régime civil élu, oligarchique et répressif, conseillé, vous pouvez en être sûr, par des Forces Spéciales américaines. Auraient-ils dû verser des cendres sur leurs têtes, se cacher sous un buisson et attendre les élections suivantes pour voter blanc? Auraient-ils eu la vie sauve lorsqu'ils seraient allés aux urnes? 20 ans après les FARC négociaient un accord de paix avec le président de l'époque, Belisario Betancourt (1982-1986), pour que ses militants et quelques uns de leurs leaders puissent former un parti

politique, l'Union Patriotique, qui prendrait part aux élections présidentielles et législatives de 1986. Entre 1984 et 1989 plus de 5 000 membres et militants ont été assassinés par l'armée colombienne, la police et les escadrons de la mort, y compris deux candidats populaires à la présidence. Les FARC sont retournées à la lutte armée.

Est-ce à ce moment précis, Don José, que les FARC ont cessé d'être communistes? Doivent-ils encore bourrer les urnes de "votes blancs"? A partir d'où : depuis l'exil? Il est clair, mon cher José, que les guérillas ont repris les armes car il n'y avait pas d'autre moyen pour survivre et continuer de lutter pour ce que vous appelez une "démocratie efficace" et contre les "ploutocrates économiques" que vous condamnez du bout de la langue. En 1999-2001, sous la présidence de Pastrana, les FARC étaient une fois encore prêtes à suspendre la lutte armée et entamer de négociations. Leur programme politique : réforme agraire, contrôle étatique des ressources stratégiques et grands travaux publics pour générer de l'emploi, est devenu la base pour négocier un accord de paix et de justice.

José, vous vous rappelez sûrement que les FARC avaient invité des universitaires, des syndicalistes, des fermiers, des hommes d'affaires… à des forums publics et ateliers, pour y présenter des propositions. José, vous vous souvenez certainement des réformes proposées, surtout celle de démilitariser le pays, des deux côtés. Docteur Saramago, en tant qu'écrivain savant et mondain, vous savez que les "bandes armées" ne convoquent pas de forums, et en tout cas elles n'écouteraient ni accepteraient des propositions venues d'horizons différents pour faire de la Colombie une démocratie efficace.

Puis, le régime de Pastrana rompt les négociations et lance une attaque massive sur la zone démilitarisée, appuyé par le gouvernement américain. Est-ce que la guérilla et ses partisans auraient dû répondre en se préparant à "voter blanc"? Auraient-ils survécu? A votre avis, est-ce ici où les guérillas sont devenues des "bandes armées de kidnappeurs et d'assassins" ? Monsieur Saramago, je voudrais que vous me donniez une réponse car la proposition des FARC concernant la réforme agraire et la démilitarisation a l'appui de millions de paysans, dépossédés et torturés par le gouvernement colombien, celui-là même que vous n'avez pas cité en parlant de ce que vous avez appelé "la situation en Colombie." Pour quelle raison êtes vous aussi discret lorsque vous parlez d'un gouvernement terroriste comme celui de l'actuel président, Alvaro Uribe, qui a mis en place une stratégie de la terre brûlée sur tout le pays...? José, pourquoi ce silence au sujet d'Uribe? Pourquoi ne condamnez-vous pas la présence américaine en Colombie ; US$3 milliards au titre de l'aide, 800 conseillers militaires, une douzaine de bases militaires et plusieurs milliers de mercenaires payés par le Pentagone? Ceci ne compterait pas comme une "invasion étrangère", ah… José? Vous faut-il peut-être US$10 milliards et 5 divisions de "marines" pour que l'on puisse parler d'occupation militaire américaine, pour considérer les FARC et l'ELN comme d'authentiques mouvements de guérilla et non pas des "bandes armées" de rôdeurs et d'assassins? José, je n'éprouve aucun regret à vous traiter de la sorte... Ce n'est pas seulement à cause de mon style mais aussi en raison du monstrueux dommage politique que vous avez causé. Les termes que vous avez utilisé pour calomnier les guérillas ne sont que l'écho de la rhétorique du Pentagone, celle d'Uribe et de toute l'oligarchie colombienne. En Amérique latine, le langage utilisé à l'endroit de la guérilla colombienne est aussi employé par les classes dirigeantes contre les mouvements populaires. Au Brésil, au Paraguay et en Bolivie, les gros propriétaires terriens décrivent les paysans et le "mouvement des sans terre" comme des "fainéants", des délinquants et des "bandes armées". D'où avez-vous pris ces termes Saramago, qui en est le créateur, vous ou les grands propriétaires fonciers?

Et pour terminer, je vous dirai ce que je pense.

Les FARC et l'ELN sont et ont toujours été des guérillas. Elles sont armées car le système politique n'autorise pas d'autre alternative pour mettre en place les changements dont la Colombie a besoin, même pas des élections libres sans terreur ni intimidation. Vous avez le droit de donner votre avis, mais vu les circonstances et le contexte, vos commentaires ne font que renforcer les forces militaires et paramilitaires en Colombie.

José, vos paroles sont lues et peut être suivies par ceux qui admirent vos talents littéraires. Réfléchissez donc avant de parler de "bandes armées" car par ces mots vous donnez un blanc-seing à l'assassinat de milliers de colombiens qui ont pris le chemin le plus difficile et dangereux vers l'émancipation de leur pays. Jusqu'à un passé pas très lointain nous avons partagé opinions et positions. Dorénavant nos chemins divergent. Je n'ai plus confiance en vous, vous avez déçu mes espoirs. Suivez votre route que je suivrai la mienne.

Sans peine ni regrets.
James Petras

Publié par Counterpunch
E-mail: jpetras@binghamton.edu
http://www.counterpunch.org/petras12222004.html

****